

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/06/148</p> <p>MODIFICATION DES STATUTS DE L'ECOLE SUPERIEURE D'ART ET DESIGN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p>		

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

ABSENTS :

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

Séance Publique du 28 juin 2022

N° D' O R D R E : 22/06/148

**O B J E T : MODIFICATION DES STATUTS DE L'ECOLE
SUPERIEURE D'ART ET DESIGN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée n°10/12/263 du 18 décembre 2010,

VU la délibération n°02/02/2022-02 du Conseil d'Administration de l'ESADTPM en date du 2 février 2022 actant la modification des articles 13 et 18 des statuts de l'Ecole,

VU les statuts de ESADTPM ci-annexés,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

CONSIDERANT qu'il convient d'ajouter à l'article 13 portant sur le rôle et les attributions du Conseil Scientifique et Pédagogique afin de se conformer à l'article 5 de l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, un article 13.4 intitulé « Conseil de perfectionnement » qui a la même composition que le Conseil Scientifique et Pédagogique,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'article 18 des statuts portant sur la Commission d'appel d'offres qui s'avère obsolète au regard de la délibération n° 16/06/21-05 du 16 juin 2021 qui porte désormais à cinq membres titulaires élus et cinq suppléants élus au sein du Conseil d'Administration,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

D'APPROUVER les modifications des articles 13 et 18 des statuts de l'ESADTPM.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

**STATUTS DE L'ECOLE SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE –ESADTPM -
Métropole Toulon Provence Méditerranée
Conseil Départemental du Var, Etat**

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Education,

VU la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée n°10/12/263 du 18 décembre 2010,

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Var n°G2S du 13 décembre 2010,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010 créant un établissement public de coopération culturelle, à caractère administratif dénommé Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté préfectoral n°29.2015 BCL approuvant les modifications du statut de l'ESADTPM en date du 12 novembre 2015,

PREAMBULE :

L'Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée délivre le Diplôme National d'Arts (DNA) option Art et le Diplôme National d'Arts (DNA) option Design et le Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP) valant grade de Master. Ces diplômes ouvrent aux étudiants des ponts vers l'Enseignement supérieur artistique national et européen.

Dans cette optique, l'établissement a adopté, à l'initiative de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, du Conseil Départemental du Var et de l'Etat, qui sont ses membres fondateurs la forme juridique d'un Etablissement Public de Coopération Culturelle en se donnant comme ambition, non seulement de réunir les conditions d'une offre pédagogique de haut niveau ouverte aux relations internationales et comportant un volet de recherche affirmé, mais aussi d'être un acteur culturel majeur dans le domaine des arts visuels, favorisant l'émergence d'une scène régionale de qualité en art contemporain et ce, en relation avec les partenaires régionaux et internationaux partageant des objectifs similaires.

Seul établissement d'enseignement de cette envergure dans tout le département du Var, l'Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée s'appuie sur un contexte

territorial de qualité, marqué par la présence d'équipements culturels référencés à un niveau national et international, offrant des activités connexes à l'enseignement de l'école dans son environnement immédiat. Le design, la mode et la photographie pour la Villa Noailles à Hyères, les arts du spectacle et la performance pour la scène nationale de Châteauvallon et du Liberté à Ollioules et Toulon, la question de l'exposition pour la Villa Tamaris Pacha à la Seyne, l'Hôtel des Arts à Toulon, l'art contemporain avec différentes fondations privées et les pratiques sonores expérimentales pour le Conservatoire à Rayonnement Régional de TPM.

Aux partenariats avec ces équipements, il faut ajouter les relations avec l'Université de Toulon aboutissant à des collaborations et des mutualisations d'enseignements au niveau Licence et Master. Dans cette logique, un adossement potentiel à la recherche est envisagé avec un ou plusieurs départements de l'Université.

En outre, de nombreux partenariats sont engagés chaque année avec des établissements d'enseignements supérieurs artistiques, tant au niveau européen qu'international.

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Dénomination et siège de l'établissement

L'Etablissement Public de Coopération Culturelle est dénommé :

Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée - ESADTPM

Il a son siège : au 2 parvis des écoles 83 000 Toulon.

Article 2 : Qualification juridique

L'Etablissement public de coopération culturelle a un caractère administratif.

Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

Les personnels des établissements publics de coopération culturelle à caractère administratif sont soumis aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 3 : Missions

3.1 – L'Esadtpm a pour mission principale de participer au service public de l'enseignement supérieur artistique dans les conditions prévues par le Code de l'Education et les textes réglementaires portant organisation de l'enseignement supérieur en arts plastiques dans les établissements sous tutelle ou sous contrôle pédagogique du ministère chargé de la Culture.

A ce titre, elle a notamment pour missions :

- Assurer la formation initiale et continue des étudiants dans le domaine de l'enseignement supérieur des arts plastiques ;
- Mener des activités de diffusion et de promotion dans ce domaine ;
- Assurer la formation artistique, scientifique, technique de créateurs aptes à concevoir, développer, et promouvoir toute réalisation dans le domaine des Arts visuels ;
- Concevoir, mettre en œuvre, mener des activités de recherches dans les diverses disciplines des Arts visuels ;
- Valoriser les travaux des étudiants réalisés dans le cadre de leur scolarité ;
- Promouvoir la recherche via des partenariats locaux et nationaux ;
- Mettre en place et développer des coopérations avec les établissements français ou étrangers poursuivant des objectifs similaires ;
- Organiser des actions culturelles de différentes natures en lien avec l'enseignement artistique visant à assurer l'égal accès de tous à la culture, tels que les ateliers de pratiques amateurs ;
- Créer, acquérir, louer, administrer les structures nécessaires à son activité ;
- Solliciter toutes subventions ou mécénat auprès des financeurs européens, nationaux et locaux ;
- Participer au rayonnement culturel et artistique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et plus largement du département du Var.

3.2- L'Esadtpm délivre un diplôme national d'arts option Art et un diplôme national d'Art option Design conférant grade de Licence ainsi qu'un diplôme national supérieur d'expression plastique conférant grade de Master. Enfin, l'Esadtpm délivre des diplômes en partenariat avec d'autres établissements d'enseignement supérieur sous réserve de leur accréditation par les instances du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche.

Elle peut en outre délivrer des diplômes d'établissement dans les conditions définies par le Conseil d'Administration, sur proposition du Conseil scientifique et pédagogique de l'établissement.

TITRE II : ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 5 : Organisation Générale

L'Etablissement est administré par un Conseil d'Administration et dirigé par un Directeur.

Article 7: Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend 19 membres :

- 6 représentants élus de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et leurs suppléants, désignés par le Conseil Métropolitain, pour la durée de leur mandat électif restant à courir ;
- Le maire de la Commune siège de l'établissement ou son représentant ;
- 2 représentants de l'Etat : le Préfet de Région et le Directeur Régional des Affaires Culturelles Provence Alpes Côte d'Azur ou un représentant ;
- 1 représentant élu du Conseil Départemental du Var pour la durée du mandat électif restant à courir et son suppléant ;

- 1 personnalité qualifiée désignée par le Conseil Métropolitain pour une durée de 3 ans renouvelable ;
- 1 personnalité qualifiée désignée par l'Etat pour une durée de 3 ans renouvelable ;
- 1 personnalité qualifiée désignée par le Conseil Départemental du Var pour une durée de 3 ans renouvelable ;
- 2 représentants élus du personnel administratif et technique et leurs deux suppléants pour une durée de 3 ans renouvelable ;
- 2 représentants des enseignants et leurs deux suppléants pour une durée de 3 ans renouvelable ;
- 2 représentants élus des étudiants et leurs deux suppléants pour une durée de deux ans, renouvelable ;

En cas de vacance de plus de 3 mois, et quelle qu'en soit la cause, survenant plus de 6 mois avant l'expiration du mandat des membres, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres du Conseil d'Administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Les modalités d'élection des représentants élus du personnel technique et du personnel administratif, des représentants élus des enseignants et des représentants élus des étudiants sont fixées par le règlement intérieur des instances de gouvernance.

Article 7 : Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit en séance ordinaire au moins 2 fois par an sur convocation de son Président. Une séance extraordinaire peut être convoquée par le Président, l'une des personnes publiques membre de l'Etablissement, ou la majorité des membres qui compose le Conseil d'Administration.

Les membres sont convoqués au minimum cinq jours francs avant la réunion.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer qu'en présence de la majorité de ses membres, titulaires ou suppléants. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de 8 jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

En l'absence de son suppléant, un membre du Conseil d'Administration peut donner mandat à un autre membre pour le représenter à une séance du Conseil d'Administration. Aucun membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

Le Conseil d'Administration statue à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Président peut inviter au Conseil d'Administration toute personne dont il juge la présence utile au regard de l'ordre du jour.

Article 8 : Attributions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration délibère notamment sur :

1. Les orientations générales de la politique de l'établissement ;
2. Le budget et ses modifications ;
3. Le Compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
4. Le régime des droits de scolarité et les orientations tarifaires ;
5. Création, modification, suppression d'emplois permanents ;
6. Conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
7. Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'Esadtpm est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
8. L'acceptation de dons et legs ;
9. Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
10. Les transactions ;
11. Le règlement intérieur de l'établissement ;
12. Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'Esadtpm fait l'objet ;
13. Les catégories de contrats, conventions, transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au bureau ou au directeur. Ces derniers rendent compte, lors de la prochaine séance du conseil, des décisions qu'ils ont prises en vertu de cette délégation ;
14. Les délégations de signatures consenties.

Article 9 : Le Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration et le Vice-président sont élus par les membres du Conseil d'Administration, à la majorité des deux tiers, pour une durée de 3 ans renouvelable, qui ne peut excéder, le cas échéant, celle de leur mandat électif.

Le Président convoque le Conseil d'Administration au moins 2 fois par an.

Il préside les séances du Conseil d'Administration.

Le Président nomme le personnel sur proposition du Directeur.

Le Président est assisté du Vice-président, désigné dans les mêmes conditions.

Le Président peut déléguer sa signature.

Article 10 : Le Directeur

Les personnes publiques représentées au Conseil d'Administration procèdent à un appel à candidature en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de Directeur. Après réception des candidatures, elles établissent à l'unanimité la liste des candidats.

Le candidat est auditionné par un jury constitué par le Conseil d'Administration. Les candidats au poste de Directeur sont entendus sur la base de propositions d'orientation culturelle. Le Directeur est nommé par le Président du Conseil d'Administration, sur proposition de ce conseil pour un mandat de 3 ans renouvelable par période de 3 ans, dans la limite de 2 renouvellements.

Le Directeur assure la direction de l'Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée.

A ce titre :

1. Il élabore et met en œuvre le projet culturel, pédagogique et scientifique pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au Conseil d'Administration ;
2. Il délivre les diplômes nationaux pour lesquels cet établissement a reçu une habilitation, ainsi que les diplômes propres à l'établissement ;
3. Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes de l'établissement ;
4. Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
5. Il prépare et exécute les délibérations du Conseil d'Administration ;
6. Il assure la direction de l'ensemble des services, le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et de la discipline, ainsi que de la sécurité et propose le règlement intérieur ;
7. Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'école ; Il propose au Président du Conseil d'Administration le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;
8. Il passe tous les actes, contrats et marchés dans les conditions définies par le Conseil d'Administration ;
9. Il peut, après avis conforme du Conseil d'Administration et du Comptable Public de l'Esadtpm, créer des régies de recettes et d'avances soumises aux conditions de fonctionnement fixées par les articles R. 1617-1 à R. 1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
10. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
11. Il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs placés sous son autorité.

En vertu des articles R. 1431-14 du CGCT, les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités membres de l'EPCC, ainsi qu'avec celle d'administrateur.

Par ailleurs, le Directeur ne peut prendre ou conserver un intérêt dans les entreprises en rapport avec l'EPCC, ni occuper une fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

Article 11 : Régime juridique des actes

Les délibérations du Conseil d'Administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'Esadtpm font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'école et par publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du Code Général des Collectivités Territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'Esadtpm.

Article 12 : Réglementation de la vie étudiante

12.1 – Les étudiants de l'établissement sont soumis aux dispositions du présent statut et à celles du règlement intérieur de l'établissement adopté en Conseil d'Administration.

12.2 – Les sanctions disciplinaires applicables aux étudiants sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'étudiant ait été à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le directeur statue au vu de l'avis rendu par le Conseil de discipline, après audition, par cette instance de l'intéressé. La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées par le règlement intérieur de l'Esadtpm.

12.3 – Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne suivant une formation dispensée par l'établissement.

Article 13 : Instance consultative

13.1- Conseil scientifique et pédagogique de l'établissement

13.1.1 Un Conseil scientifique et pédagogique de l'établissement est constitué pour l'ensemble de l'établissement. Il est composé des membres suivants :

- Le Directeur ou un représentant qu'il aura désigné,
- Deux représentants des enseignants et leurs suppléants, élus pour une période de trois ans, renouvelable,
- Un représentant des étudiants par année d'étude et par spécialité et leurs suppléants élus pour une période d'un an non renouvelable,
- Les enseignants coordinateurs des années d'études,
- L'agent en charge du fonds d'œuvre des beaux-arts au sein de la médiathèque,

13.2 – Fonctionnement

Le Conseil scientifique et pédagogique de l'établissement est un organisme consultatif.

Le Directeur de l'établissement peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, des personnalités qualifiées dont il juge la présence utile au regard de l'ordre du jour.

Le règlement intérieur des instances de l'établissement détermine les modalités d'élection des membres élus du Conseil scientifique et pédagogique.

Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.

13.3 – Attributions

Le Conseil scientifique et pédagogique est consulté sur toutes les questions touchant aux activités pédagogiques, scientifiques, culturelles, de la vie étudiante et de la vie de l'établissement. Il peut formuler des avis sur toutes questions et effectuer des propositions en vue de la détermination de l'ordre du jour du Conseil d'administration.

Il se réunit au moins deux fois par an à l'initiative du Directeur ou à la demande de la moitié de ses membres.

Dans les conditions définies par le règlement intérieur de l'EPCC, le conseil scientifique et pédagogique peut constituer des commissions de travail internes comportant des membres associés exerçant leur activité au sein de l'établissement.

Le directeur présente le rapport des travaux du conseil scientifique et pédagogique en Conseil d'Administration.

13.4 - Conseil de perfectionnement

Le Conseil Scientifique et Pédagogique se réunit au moins deux fois par an, sous l'appellation **Conseil de Perfectionnement**.

Sa composition est identique à celle du Conseil Scientifique et Pédagogique de l'établissement et comprend également des personnalités qualifiées choisies par le Directeur en lien avec les points à l'ordre du jour.

Le but du Conseil de Perfectionnement est de favoriser le dialogue sur les objectifs des formations suivies afin d'en faire évoluer les contenus et les méthodes d'enseignement.

Ce dispositif peut servir de base à l'évolution des formations de l'établissement.

TITRE III : REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Article 14 : Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

Article 15 : Le Budget

Le budget est adopté par le Conseil d'Administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année avant le 15 avril et lors d'une année de renouvellement des organes délibérants, avant le 30 avril de l'exercice auquel il se rapporte.

Article 16 : Le Comptable

Les fonctions de comptable de l'établissement sont confiées à un comptable direct du trésor ayant la qualité de comptable principal.

Le comptable est nommé par le préfet sur avis du Trésorier Payeur Général. Il ne peut être mis fin à ses fonctions que dans les mêmes formes.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L. 1617-2 à L. 1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il assiste au Conseil d'Administration.

Article 17 : Régie d'avances et de recettes

Le directeur peut, par délégation du Conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies d'avances et de recettes soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 18 : La Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) mentionnée comprend :

- Le Directeur de l'Esadtpm en tant que Président de la CAO,
- Cinq membres titulaires élus au sein du Conseil d'Administration et cinq membres suppléants élus au sein du Conseil d'Administration,

Le Directeur de l'établissement ou son représentant assure le secrétariat de la commission.

Un règlement intérieur approuvé en conseil d'administration de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission consultative des marchés définit les modalités de fonctionnement desdites commissions.

Article 19 : Recettes

Les recettes de L'Esadtpm comprennent notamment :

- Les contributions de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, de l'Etat, du Conseil départemental du Var et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- Le produit de manifestations culturelles ou artistiques si cela est voté par le Conseil d'Administration ;
- Les revenus de ses biens meubles ou immeubles ;
- Les produits issus de la taxe d'apprentissage ;
- Les produits résultants de son activité (expositions, vente de produits d'édition...) ;
- Les droits d'inscription des étudiants autorisés par le Conseil d'Administration ;
- Les droits d'inscription aux ateliers de pratiques amateurs ;
- Les produits de la formation professionnelle ;
- Les dons et legs ;
- Toutes autres recettes autorisées par les lois et règlements.

Article 20 : Charges

Les charges de l'Etablissement comprennent notamment les frais de personnel qui ne sont pas pris en charge par les collectivités partenaires, les frais de fonctionnement et d'équipement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

Article 21 : Contributions des membres

Les contributions nécessaires au fonctionnement seront versées annuellement par les membres fondateurs. L'Etat, le Conseil départemental du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée détermineront au plus tard le 30 septembre de l'année précédant l'exercice budgétaire, leurs participations respectives et en informeront le Conseil d'Administration de l'EPCC.

TITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES
--

Article 22 : Dispositions relatives au personnel

Le personnel permanent de l'établissement est régi par l'article L. 1431-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour effectuer ses missions, l'établissement s'appuie sur du personnel mis à disposition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, du personnel titulaire ou contractuel faisant partie de ses effectifs propres et peut recourir à du personnel vacataire.

Article 23 : Transfert des biens et services nécessaires à l'exploitation

Pour effectuer ses missions, l'établissement utilise les biens qui lui ont été transférés lors de sa création et ses biens propres.

TITRE V : ADHESION, RETRAIT, DISSOLUTION

Article 24 : Modification de la composition de l'EPCC

Une collectivité territoriale ou un établissement public national pourra adhérer à l'EPCC sur proposition du Conseil d'Administration de l'Etablissement et après décisions concordantes des assemblées ou organes délibérants respectifs des collectivités ou groupements qui constituent l'établissement.

Un arrêté du représentant de l'Etat approuve cette décision.

Article 25 : Retrait

Conformément à l'article R.1431-19, un membre de l'EPCC peut se retirer, sous réserve d'avoir notifié son intention au Conseil d'Administration de l'établissement au plus tard le 1^{er} avril de l'année de son retrait. En cas d'accord du Conseil d'Administration sur le retrait et les conditions matérielles et financières, celui-ci est arrêté par le représentant de l'Etat dans le département. Il prend effet au 31 décembre de l'année considérée.

Les membres privilégieront un accord sur la répartition des biens (notamment les biens acquis par l'EPCC). Sur le plan financier, il sera tenu compte de la valeur du bien, de la cote part d'investissement financé respectivement par chacun des membres au titre de la participation au budget investissement et de l'encours de dette.

A défaut d'accord entre le membre qui se retire et l'Etablissement, la répartition des biens ou du produit de leur réalisation se fera de la manière suivante :

- Les biens meubles et immeubles mis à disposition par le membre qui se retire lui sont restitués pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidés sur les mêmes bases. L'encours de la dette afférente à ces biens est également restitué au membre qui se retire.
- Les biens meubles et immeubles acquis par l'établissement peuvent être répartis entre ce dernier et le membre qui se retire. L'encours de dette relative à ces biens est réparti dans les mêmes conditions.

Les opérations de répartition doivent intervenir au plus tard le 30 septembre de l'année suivant le retrait. A défaut la répartition est réalisée, selon les modalités précitées, par arrêté préfectoral.

Article 26 : Dissolution

26.1-Dissolution, généralités :

Conformément à l'article R. 1431-20 du CGCT, l'EPCC peut être dissous :

A la demande de l'ensemble de ses membres, la dissolution est prononcée par arrêté du représentant de l'Etat. Elle prend effet au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a été demandée ;

Lorsque à la suite du retrait d'un ou plusieurs de ses membres l'établissement ne comprend plus qu'une personne publique, le préfet en prononce la dissolution qui prend effet au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle intervient ;

Lorsque des difficultés graves et persistantes dans le fonctionnement du Conseil d'Administration mettent l'établissement dans l'impossibilité d'assurer ses missions, le préfet peut demander la dissolution d'office qui est prononcée par décret après avis du Conseil d'Etat.

En cas de dissolution de l'EPCC, le conseil d'administration se réunit au plus tard le 30 juin de l'année suivant la dissolution afin de voter le compte administratif et de fixer les modalités de dévolution de l'actif et du passif de l'établissement.

26. 2- Nomination d'un liquidateur :

A défaut d'adoption du compte administratif ou de détermination de la liquidation par le conseil d'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivante la dissolution, le préfet nomme un liquidateur qui a la qualité d'ordonnateur et est placé sous sa responsabilité.

Il cède au besoin les actifs et répartit les soldes de l'actif et du passif, en tenant compte de la quote-part respective des membres dans le financement des biens au travers du budget d'investissement.

La liquidation et les comptes sont arrêtés par le Préfet.

Ne peuvent être désignés comme liquidateur :

- Les membres de l'organe délibérant ou du personnel, soit de l'EPCC, soit des collectivités territoriales qui en sont membres ;
- Les comptables ou personnes participant au contrôle budgétaire ou au contrôle de légalité soit de l'EPCC, soit des collectivités territoriales qui en sont membres ;
- Les magistrats des juridictions administratives et financières dans le ressort desquelles l'EPCC a son siège.

